



Il se bat pour se délivrer de six comprimés d'héroïne par jour

SAMI ZAÏBI

● Centre d'injection, prescription de substances, distributeurs de seringues: le quotidien des drogués s'est métamorphosé. Reportage dans le monde de la «réduction des risques».

Cheveux impeccablement tirés en arrière, tenue soignée, Patrick Geinoz se fond à merveille dans la masse matinale des travailleurs de la santé qui entrent dans le CHUV, à Lausanne. Seulement, le quadra ne vient pas enfileur une blouse blanche mais avaler six comprimés blancs d'héroïne pure qui vous tueraient sur le coup. Comme chaque jour à 8 h 30 tapantes. Il bénéficie du programme DAM (pour diacétylmorphine, le nom chimique de l'héroïne), mis en place à l'été 2018 par le Canton de Vaud. Dans une Suisse qui se targue d'être avant-gardiste en matière de traitement des addictions, la prescription d'héroïne est le dernier recours pour réduire les risques liés à la consommation de drogue. En sortant du service d'addictologie, Patrick pointe une affiche de prévention contre la rechute. «Comment rechuter si on nous donne chaque jour notre héro?» questionne-t-il à voix haute.

«Quinze années perdues!»

Son 1,8 gramme d'héroïne quotidien ingéré (sans grand effet), Patrick se dirige vers la place de la Riponne, épice de la toxicomanie lausannoise. Regard mélancolique et esprit lucide, il déroule sur le chemin le fil d'une vie parsemée de nœuds. Un milieu familial instable et une prédisposition à la dépendance l'ont amené à sentir, dès l'adolescence, que sa vie pourrait prendre une mauvaise tournure. Alors qu'il ne consommait que quelques pilules «festives» les

week-ends, son destin bascule à 28 ans: il tombe dans l'héroïne à la suite d'une déception amoureuse et un accident de snowboard qui le prive de sa motricité. Un mauvais enchaînement de circonstances. «Je suis la caricature de ce que je ne voulais pas devenir», analyse l'informaticien de formation, qui raconte ses aventures chaque semaine sur Radio FMR, une antenne lausannoise créée par et pour les toxicomanes.

Arrivé sur la place, Patrick salue tout le monde, chiens compris et entame avec d'autres «Riponnais» ces discussions si particulières, à la fois profondes et totalement décousues, qui remplissent les journées des personnes dépendantes quand elles ne cherchent pas de produit. Depuis quinze ans, il baigne dans ce monde qu'il connaît par cœur, sans évolution, consommateur éternel ballotté au gré des programmes de substitution puis d'héroïne prescrits par les addictologues. Sans travail, il vit grâce aux aides sociales. Mais désormais il se dit déterminé à changer de cap: «Avec ces traitements, on ne touche jamais le fond de la piscine, donc on ne peut pas se propulser vers la surface. On est au milieu et on pousse péniblement avec les bras. Il m'a fallu quinze ans pour comprendre ça. Quinze années perdues!»

Patrick se dit prêt à décrocher. Totalement. Depuis quelque temps, il économise afin de partir cet été à Órgiva, dans la Sierra Nevada, en Espagne. Là-bas, il veut poser sa yourte, créer un potager, fonder une communauté ouverte aux personnes en sevrage, comme lui. Il espère que, loin de tout, aucune tentation n'entravera sa volonté. «Les seuls abstinents que je connais sont ceux qui ont entrepris une thérapie zéro consommation», tranche-t-il. À l'évocation de ce projet, ses yeux tristes s'illuminent. Mais attention: chez les personnes dépendantes, entre les discours et les actes, il y a un gouffre.



Vivre ou survivre

Ces derniers mois, le virage vers les programmes d'État s'accélère. Depuis octobre dernier, si l'on ne reçoit pas son héroïne au CHUV, on peut aller se l'injecter, la sniffer ou la fumer dans le confort du nouvel Espace de consommation sécurisé (ECS). Sise place du Vallon, la structure offre les seringues, garrots et sparadraps. En ce jour ensoleillé, le va-et-vient est ininterrompu. Fatigués et tendus, les visages ressortent du local éclairés, les yeux levés vers un horizon invisible. Quand le directeur, Matthieu Rouèche, défend son local, il met en avant la «réduction des risques». Ses explications s'inscrivent dans le mouvement qui a médicalisé la toxicomanie dans les années 1990, avec pour priorité de sécuriser l'espace public et de stabiliser le toxicomane qui devient un «patient». «Le but est qu'il y ait le moins de méfaits possible liés à la prise de substance, explique-t-il. Le fait d'être à la rue, dans la galère, n'a jamais aidé les gens à s'en sortir.» En somme, accepter la dépendance et la rendre la moins nuisible possible. Impossible de nier le succès médical de ces mesures puisque, selon les données de l'Office fédéral de la statistique, la mortalité liée à la drogue a été divisée par trois entre 1995 et 2015.

Certes, les toxicomanes meurent moins, mais vivent-ils plus? Victime de ce nouveau paradigme, l'abstinence est mise de côté. «On ne considère plus l'abstinence comme une guérison depuis bien longtemps», a même affirmé dans la presse le Pr Daniele Zullino, du service d'addictologie des HUG. Quant aux thérapies basées sur l'abstinence, misant sur le lien humain et la psychologie, elles sont en voie de disparition. À Lausanne, la Fondation du Levant privilégie de plus en plus les séjours courts, avec pour but de contrôler la consommation. En Valais, le Foyer Rives-du-Rhône, dernier grand centre de thérapie basé sur l'abstinence, qui emmenait notamment ses résidents marcher dans le Sahara, a dû fermer ses portes

l'année dernière, après trente-six ans de service. Malgré une liste d'attente fournie, l'institution a fait les frais de la lame de fond médico-psychiatrique. Le 1^{er} mai dernier, la ministre de la Santé valaisanne Esther Waeber-Kalbermatten a décidé de ne pas autoriser une réouverture, priorisant l'ambulatorio. Xavier Roduit, dernier directeur de l'institution, revendique pourtant un taux de réussite de 70% sur les 3000 personnes qui y sont passées. Pour lui, seul le lien thérapeutique, l'humain, peut ouvrir aux toxicomanes de nouveaux horizons, loin des blouses blanches et de leurs prescriptions. «Sous médication, ils sont abandonnés, anesthésiés. On ne fait pas carrière dans la toxicomanie. Si les médecins ne suscitent pas l'espoir, qui le suscitera?»

De victime à acteur

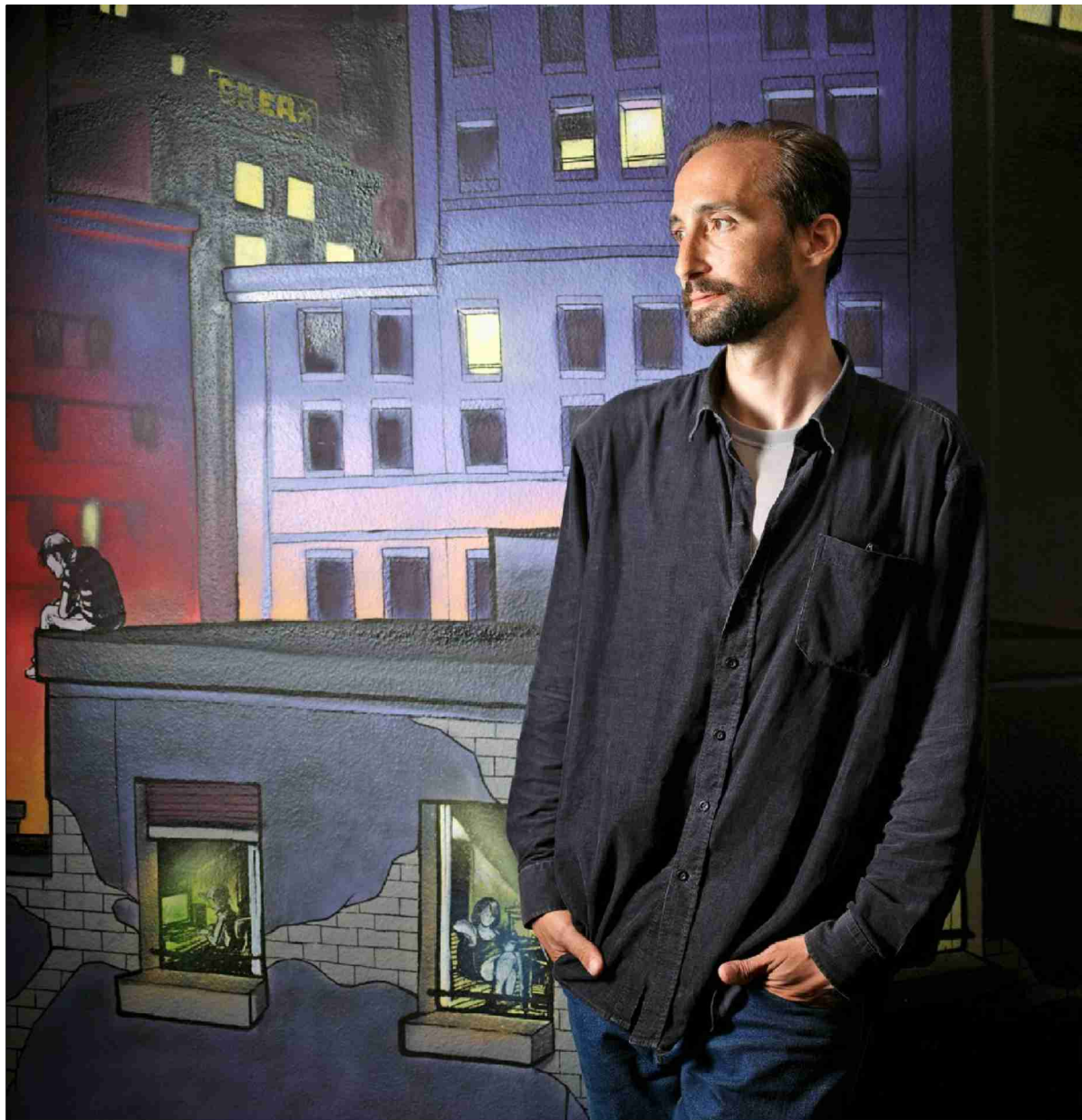
Quelques jours plus tard, on retrouve Patrick, qui a entre-temps arrêté l'héroïne médicale, contre l'avis de ses médecins. Il se rend aux locaux des Narcotiques Anonymes (NA), près de la gare de Lausanne, qu'il a recommencé à fréquenter. Après avoir écouté les deux émouvantes premières interventions, il se lance. «Bonjour, je m'appelle Patrick, je suis dépendant.» «Bonjour Patrick», lui renvoient les douze personnes présentes. «J'ai eu un déclic, enchaîne-t-il. Ayant la chance, ou plutôt la malchance, de bénéficier de la drogue de mon choix, pure et gratuite tous les jours, je me suis rendu compte que ça n'améliorait rien dans ma vie. Maintenant, j'ai fait le tour de la question: j'arrête.» L'assemblée applaudit.

Trois mois après avoir arrêté le programme DAM, Patrick est globalement sobre, même s'il reconnaît avoir consommé quelquefois, mais rien à voir avec ses doses quotidiennes d'avant. Surtout, il sent que quelque chose a changé en lui. L'espoir s'est frayé un chemin. «Je ne suis plus une victime, je suis un acteur. L'État ne facilite pas l'abstinence, mais c'est possible de s'en sortir. Maintenant, je le sais.»



«Les seuls abstinents que je connais sont ceux qui ont entrepris une thérapie zéro consommation»

Patrick Geinoz,
héroïnomane



**Le destin de Patrick
bascule à 28 ans,
il tombe alors dans
l'héroïne. «Je suis
la caricature de ce
que je ne voulais
pas devenir.»**

Yvain Genevay